

La République en Marche : le casting des législatives permettra-t-il vraiment d'échapper à la malédiction si française de la confusion entre politique et administration ?



Au regard du renouvellement concernant les investitures d'En Marche! aux législatives, le renouvellement proposé ne permet pas réellement la scission entre politique et administration.

Avec Éric
Verhaeghe

Atlantico : Dans une interview donnée à l'hebdomadaire *Le Point*, le philosophe Allemand, Peter Sloterdijk indique "Voilà bien la preuve que la France possède encore un esprit ouvert à la surprise. Ce qui est déjà un constat remarquable dans un pays où politique et administration se sont confondues depuis cinquante ans et où tout se réglait, précisément, par l'élimination de la surprise : partis puissants, candidats ayant fait carrière dans ces outils en place (....) Ce qu'on peut déduire du succès du « marcheur » Macron, c'est que les Français eux-mêmes ont compris que la France ne pouvait pas continuer dans cette voie sans issue".

Au regard du renouvellement concernant les investitures d'En Marche! aux législatives, en quoi le renouvellement proposé peut-il réellement permettre cette scission entre politique et administration ? Le choix des prochains élus de la majorité présidentielle ne peut-elle pas, au contraire, aboutir à une plus forte collusion entre politique et administration ?

Éric Verhaeghe : On pourra définitivement répondre à cette question quand on connaîtra la totalité de la liste des investitures aux législatives, et plus encore quand on connaîtra la liste des députés élus d'En Marche. A ce stade, En Marche vit en effet sur l'imposture selon laquelle le renouvellement porte sur les candidatures et non sur les élus. C'est évidemment trompeur. Il ne suffit pas de désigner par exemple 50% des femmes dans les candidatures, encore faut-il qu'elles soient élues, ce qui ne se décrète pas. Pour un parti politique, il peut être tentant d'investir les femmes ou les représentants de la société civile dans les circonscriptions non gagnables, et de réserver les circonscriptions gagnables aux proches. On attendra donc les résultats du 18 juin pour répondre complètement à votre question.

En attendant, on voit bien le risque poindre: sous couvert de la société civile, En Marche a désigné des anciens collaborateurs de cabinet comme Gaspard Gantzer, le communicant de l'Elysée, par ailleurs ancien élève de l'ENA. Dans les Premiers ministrables, on retrouve également des personnalités proche de la technostructure, comme Edouard Philippe, qui est conseiller d'Etat, ou Sylvie Goulard, qui est elle aussi énarque. Mais on pourrait dire la même chose d'Anne-Marie Idrac... Avec ce type de "recrutement" ou de renouvellement, Emmanuel Macron risque de renforcer l'emprise de la technostructure sur la décision politique.

Mais il y a une autre façon de préparer ce genre de renforcement: celle qui consiste à préparer l'élection de parfaits inconnus qui n'ont jamais exercé de responsabilités, et qui seront démunis face à la technostructure s'ils parvenaient à se faire élire. On ne mesure pas assez le rapport de force au quotidien que l'élite administrative impose aux élus dans l'exercice du pouvoir. Si les élus ne sont pas prêts à y faire face, s'ils ne sont pas rompus à l'exercice, ils sont très vite submergés et c'est finalement la technostructure qui prend le pouvoir. Si l'on prend l'exemple des politiques sectorielles comme celles de l'emploi, on comprend vite que ce sont les fonctionnaires qui les font sans véritable intervention des élus.

En bout de course, le quinquennat Macron pourrait donc montrer une prise de pouvoir supplémentaire par la technostructure, qui aura plus d'élus et plus de pouvoir.